

# Report of the Annual Meeting Rapports annuels de la Société historique du Canada

Report of the Annual Meeting

## Papineau dans la Révolution de 1837-1838

Fernand Ouellet

Volume 37, numéro 1, 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/300568ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/300568ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0317-0594 (imprimé)

1712-9095 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ouellet, F. (1958). Papineau dans la Révolution de 1837-1838. *Report of the Annual Meeting / Rapports annuels de la Société historique du Canada*, 37(1), 13-34. <https://doi.org/10.7202/300568ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1958

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## PAPINEAU DANS LA RÉVOLUTION DE 1837-1838 \*

FERNAND OUELLET

*Archives de la Province de Québec*

Dès l'annonce des résolutions de Russell, il était devenu évident que le parti patriote se trouvait devant un dilemme : c'est-à-dire d'accepter un compromis qui aurait équivalu à une capitulation; ou, encore, de préparer la révolution. Cette dernière solution a prévalu. Filteau, qui semble avoir endossé en son entier la thèse émise par Papineau et les autres révolutionnaires au sujet des troubles, donne cependant une conclusion plus nuancée. « Après les accusations directes, dit-il, les dépositions des témoins, et des acteurs du drame, la preuve d'intérêt, la preuve de circonstance établit facilement que les choses se sont passées comme s'il y avait eu un complot bureaucrate. »<sup>1</sup> Evidemment, l'auteur de *l'Histoire des Patriotes* désirait démontrer l'existence d'une conspiration bureaucratique. Mais ne trouverait-on pas là, au contraire, une explication de l'ensemble de la conduite de Papineau au cours de la période révolutionnaire? Cela signifie qu'il aurait machiné la marche de la révolution de façon à laisser tomber la responsabilité du mouvement sur le parti anglais et sur le gouvernement. Dans le cas d'un succès, les patriotes devenaient des héros; mais, dans la situation contraire, ils devenaient des martyrs! Les martyrs n'excitent-ils pas aussi l'admiration? D'ailleurs la conduite de Papineau avant 1837 avait eu en grande partie cette signification. Il s'était continuellement maintenu sur la défensive et il avait profité à fond de toutes les erreurs de ses adversaires. Son souci d'évoquer systématiquement la légalité de ses actes ne tendait-il pas à créer un écran derrière lequel il était possible de masquer le mouvement qu'il préparait? Une lettre de Wolfred Nelson, écrite après la parution du pamphlet de Papineau, permet de mettre l'accent sur une préméditation de la révolution.

Il faut rencontrer, disait Nelson, les fourbes soit par leurs armes soit par l'adresse. La franchise est excellente avec les honnêtes gens et dans la vie privée; mais elle nous met trop à découvert dans la vie publique. Je suis fâché de l'admission et de M. Papineau et de McKenzie *que nous étions décidés à nous révolter*. C'est justifier nos adversaires et nous ôter tout droit de nous plaindre d'avoir été attaqué.<sup>2</sup>

Ainsi, le comportement de Nelson devient facile à comprendre. Dès le printemps 1837, il a voulu une révolution; mais, l'expérience s'étant révélée désastreuse, il a essayé de se justifier en attribuant au gouverne-

\* La présente étude fait partie d'un ouvrage beaucoup plus considérable, « Essai sur le rôle de Louis-Joseph Papineau dans la Révolution de 1837-1838 », encore manuscrit.

<sup>1</sup> G. Filteau, *Histoire des Patriotes*, II, 215.

<sup>2</sup> W. Nelson à Duvernay (1<sup>er</sup> août 1839), APQ, CO11, Duvernay, 318.

ment l'initiative du mouvement. Il serait, cependant, inexact de situer la conduite de Papineau dans cette perspective. Celui-ci a fait l'expérience de la rébellion d'une façon différente de Nelson.

### SA PARTICIPATION A L'ORGANISATION DE LA RÉVOLUTION

L'examen de la conduite de Papineau, pendant la rébellion, révèle des hésitations continuelles. Il n'est pas entré dans le mouvement avec la détermination qui caractérisait Wolfred Nelson. Sans doute il a réalisé qu'il lui était impossible de se retirer; cependant ses attitudes extérieures ont été celles d'un homme qui n'est pas profondément engagé. L'abbé Chartier avait parfaitement compris, qu'au printemps de 1837, Papineau était lié irrévocablement au mouvement qu'il avait contribué à faire naître.

Pour le général, disait-il, ce n'était plus une question : celui qui venait d'acquérir sur le peuple une emprise bien supérieure à celle du Gouvernement Britannique, dont il avait déjà de fait arrêté l'action; qui avait déjà opéré une révolution morale la plus complète; celui-là seul pouvait se mettre à la tête d'une insurrection.<sup>3</sup>

Dans ces conditions, Papineau aurait été porté chef du mouvement révolutionnaire sous le seul poids des événements ! Evidemment il aurait pu se récuser, mais ne désirait-il pas aussi devenir le président d'une république canadienne ? Au début de novembre 1837, Angélique Labadie, servante chez Papineau, lui entendra dire « qu'il ne serait jamais satisfait qu'il ne fut président dans ce pays et qu'il le serait bientôt, de plus que si le gouvernement lui ravissait ce pays il lui volerait ». <sup>4</sup> Ainsi Papineau avait des intérêts positifs à demeurer chef du parti révolutionnaire. Comment a-t-il pu dire alors qu'il n'avait jamais voulu ni préparé la révolution ?

A compter des résolutions de Russell, le parti républicain a procédé à un ajustement de ses cadres. Le *Comité central et permanent de Montréal*, fondé en 1834, n'est plus surtout un centre de discussion des problèmes politiques; il devient, après le 15 mai, un organisme chargé de coordonner l'action des membres du parti à travers toute la province. Les principaux chefs du parti étaient directeurs du Comité, lequel demeurerait sous le contrôle de Papineau. Au cours de l'été, des succursales furent établies au sud et au nord de Montréal. Elles se maintenaient en contact avec le bureau central. Déjà, au mois de mai, les membres du Comité central semblent obéir à un programme précis. Il nous est cependant impossible de déterminer exactement les mesures adoptées à cette époque par le Comité de Montréal. Papineau a eu le soin de détruire les minutes du Comité et sa propre correspondance.<sup>5</sup> Malgré les défi-

<sup>3</sup> L'abbé Chartier à Papineau, BRH, XLIII, 118.

<sup>4</sup> Déposition d'Angélique Labadie (9 déc. 1837), APQ, E. 1837-38, 843.

<sup>5</sup> « I had destroyed on reading the good advice you gave to that effect all letter received month's before I have continued the practice since and hope all friends will do the same... » Lettre de Papineau à Mackenzie (12 fév. 1838), APQ, P-B : 529.

ciences de la documentation, il est cependant possible de déterminer d'une manière assez précise l'attitude de Papineau en face du problème de la révolution. Son entrevue avec Denis-Benjamin Viger et Côme-Séraphin Cherrier, avant son départ de Montréal, nous renseigne positivement sur ses intentions, au mois de novembre 1837, et sur ses projets antérieurs. Dès le printemps 1837, Papineau aurait réussi à faire adopter ou à imposer un plan conforme à ses attitudes antérieures à 1837. Ce plan, appuyé par le clan de la Banque du Peuple qui supportait l'opposition aux marchands anglais, consistait à « organiser les milices et soulever les habitants pour faire peur au gouvernement ». <sup>6</sup> Une révolution ne devait être déclarée que si « ce moyen ne réussissait pas ». Dans ce dernier cas, il fallait « attendre la prise des glaces qu'alors d'un coup de sifflet les habitants en masse et des milliers d'Américains épouseraient leur cause et qu'ils seraient bientôt maîtres du pays ». Une lettre de Papineau à Mackenzie confirme nettement l'adoption de ce plan.

Si la navigation, affirmait-il, avait été fermée comme d'habitude vers le 20 novembre, si l'élection des magistrats avait été faite sans violence et seulement en décembre comme on l'avait recommandé, alors les communications auraient été bloquées entre la rive nord et la rive sud du St-Laurent, les chances de réussir auraient été meilleures. <sup>7</sup>

Nous retrouvons une affirmation analogue dans son *Histoire de l'Insurrection du Canada*.

Aussi, parmi les acteurs de ce drame sanglant, n'y en a-t-il aucun qui se repente d'avoir tenté la résistance; et parmi leurs concitoyens, il n'y en a pas un sur mille qui leur reproche de l'avoir fait. Seulement il y a dans l'âme de tous un chagrin profond que cette résistance ait été malheureuse, mais en même temps un grand espoir qu'elle sera reprise et prévaudra. Ce n'est pas que l'insurrection n'eût été légitime, mais nous avons résolu de n'y pas recourir encore. <sup>8</sup>

Ce plan permettait de préparer la révolution sous le signe de la légalité. Evidemment Papineau allait se réfugier derrière l'idée d'une opposition constitutionnelle afin de n'avoir pas à envisager la responsabilité du mouvement. Dès ce moment, il s'est créé l'illusion qu'il pourrait réussir à effrayer le gouvernement anglais et à obtenir les réformes qu'il demandait par une opposition « légale ». Les dirigeants gouvernementaux, à l'époque des premières assemblées, n'ont pas éprouvé le besoin d'une réaction vigoureuse parce qu'ils voyaient l'agitation dans la même optique que Papineau. De leur côté, les bureaucrates ont très tôt aperçu les tendances réelles des grandes assemblées. C'est pourquoi ils ont commencé à se préparer tout en exerçant des pressions très fortes sur le

<sup>6</sup> Déposition de A. Labadie, APQ, P-B : 843.

<sup>7</sup> « Had the navigation closed as usual by the 20th of Nov. had the election of Magistrates been organised without violence and only in December as recommended then the communication between the north and the south banks of the St. Lawrence had been impeded and better chances had been within reach. » Papineau à Mackenzie (12 fév. 1838), APQ, P-B : 529.

<sup>8</sup> *Hist. de l'Ins. au Canada*, p. 10.

gouvernement. En réalité, le projet de Papineau et sa réalisation impliquaient des attitudes contradictoires. Papineau en arrivera même à se comporter comme s'il n'avait jamais accepté la seconde partie du programme révolutionnaire. Il attribuera les actes anarchiques posés au cours de l'été à l'influence de certains de ses lieutenants. Il les verra même comme une réaction « spontanée » de la part du peuple. Le 12 novembre, William Henry Scott se rendit à Montréal pour y rencontrer Papineau. Celui-ci lui dit alors que la Révolution « était commencée dans le Sud mais que les chefs, croyait-il, n'avaient pu l'empêcher parce que c'était un mouvement spontané de la part des habitants ». Scott lui répondit que « les chefs auraient pu empêcher la révolte s'ils l'avaient voulu ». Papineau « mentionna, à ce moment, le nom du Dr Côté comme étant le principal agitateur dans cette région ». <sup>9</sup> Il y a chez Papineau une tendance perpétuelle à se désolidariser du mouvement.

Il était impossible de susciter l'agitation tout en la maintenant dans les bornes de l'opposition « constitutionnelle ». Le succès d'une telle entreprise exigeait un contrôle absolu sur l'activité des dirigeants et sur la réaction populaire. Papineau lui-même était-il capable de régler à volonté l'influence de ses propres discours ? Certes son programme « d'achat chez nous » constituait une mesure proprement constitutionnelle. Elle était aussi propre à maintenir chez lui l'illusion de la pureté de ses intentions. Papineau ne s'est pas contenté de décrire les abus; il est allé jusqu'à suggérer directement au peuple la nécessité d'une révolte. Lors de l'assemblée de Sainte-Scholastique où fut déployé « le pavillon national du Canada », <sup>10</sup> Papineau avait montré comment les Américains avaient réussi à conquérir leur indépendance. <sup>11</sup> L'interprétation de ses discours par les paysans était faite dans un sens révolutionnaire. Le rapport fait par un habitant qui avait assisté à l'assemblée de Sainte-Scholastique confirme cet aspect du problème.

Papineau y aurait dit : que depuis plusieurs années le gouvernement leur ote des droits qui leur appartenoient qu'on avoit voulu leur oter l'usage de leur langue, qu'on donnoit au Clergé protestant des droits qui appartenoient aux Canadiens, que le gouvernement refusoit de rendre compte d'une somme considérable qui appartenoit au pays, qu'il refusoit pareillement de donner des argents pour les Ecoles, qu'en se privant des objets importés et qui payoient des droits on obligeroit le gouvernement à nous accorder nos demandes sans perdre un cheveu sur nos têtes, que le gouvernement avoit violé nos droits et nos loix, qu'il falloit laisser murir la prune et quand elle le seroit on la cueilleroit. <sup>12</sup>

La déposition produite par Louis Thonin, après l'assemblée de Napierville, interprète aussi l'attitude de Papineau comme révolution-

<sup>9</sup> Déposition de William Henry Scott, APQ, E. 1837-38, 743.

<sup>10</sup> *Mémoires de L.-J.-A. Papineau*, 9.

<sup>11</sup> APQ, E. 1837-38, 805.

<sup>12</sup> *Ibid.*, 807.

naire.<sup>13</sup> Au moins une centaine de témoignages expriment des réactions semblables. Dans ces conditions, comment Papineau a-t-il pu écrire en 1839 : « Je mets le gouvernement anglais au défi de me démentir, quand j'affirme qu'aucun de nous n'avait préparé, voulu ou même prévu, la résistance armée. »<sup>14</sup> L'établissement d'une *Association des Fils de la Liberté* à Montréal au mois de septembre ne prouve-t-elle pas, au contraire, la préméditation de la Révolution ?

L'*Association des Fils de la Liberté* comprenait les éléments les plus jeunes et les plus instables du parti patriote. Cependant, il ne s'agissait pas d'adolescents. Le fils de Papineau était un des plus jeunes organisateurs. Dès sa fondation, l'association possédait un caractère révolutionnaire.<sup>15</sup> Elle était formée de deux organismes : l'un, civil et l'autre, militaire. Le manifeste publié au début d'octobre laissait peu de doute sur ses tendances réelles. Les *Fils de la Liberté* ne se contentaient pas de se réunir pour discuter politique sur un plan abstrait. On lisait à leurs réunions les *Paroles d'un Croyant* de Lamennais, des écrits sur la révolution américaine et sur la révolution française. Pendant tout le mois d'octobre, les *Fils de la Liberté*, groupés en sections, se réunissaient pour faire des exercices militaires. Des filiales avaient aussi été introduites dans les campagnes. Les nombreux témoignages émis par les prisonniers politiques et par les réfugiés révèlent les intentions réelles qui inspiraient les dirigeants de l'Association. Il s'agissait moins de se faire craindre de l'Angleterre que de créer un climat favorable à une révolte. Les discours de Rodier, des De Lorimier, des Perreault, de Girod et de Brown aux assemblées étaient propres à produire ce résultat. Papineau ne paraît pas s'être occupé directement de l'Association. Mais il y était représenté par ses lieutenants. Encore là, il a cru que les gestes posés par ces derniers ne l'engageaient pas personnellement. Cette attitude provenait-elle, pour une part, de dissensions à l'intérieur du parti révolutionnaire ?

La marche imprimée au mouvement révolutionnaire par Papineau ne pouvait satisfaire complètement les éléments les plus radicaux du parti républicain. Déjà, à partir du mois de juin, Rodier, Girod, Nelson et Côté, dans leurs discours, s'attaquaient violemment au régime seigneurial et aux dîmes. Ils prêchaient ouvertement la révolte. Ils avaient trouvé un appui chez un grand nombre de patriotes actifs. Les résolutions des assemblées qu'ils dirigeaient prenaient un caractère plus radical. Sous prétexte de faire signer une adresse au Congrès américain en faveur de

<sup>13</sup> « I can get from your speech you would recommend the inhabitants of this country to rebel against the government of England? Would it not be a dangerous thing for us to disobey the commands of our sovereign, it may happen that we will be served in the same way that inhabitants of Acadia in Nova Scotia were, when they rebelled against their sovereign. Mr Papineau replied and said this has nothing to do with the affair of Acadia this does not molest the sovereign, but the ministry and parliament who are a band of robbers. » *Ibid.*, 846.

<sup>14</sup> *Hist. de l'Ins. au C.*, 10.

<sup>15</sup> Nous étudierons plus à fond dans notre étude sur la Révolution le rôle de cet organisme que nous qualifions de révolutionnaire.

la liberté du commerce, ils firent souscrire les paysans pour l'achat d'armes et de munitions.<sup>16</sup> Pendant tout l'été, on avait pu voir dans plusieurs paroisses des paysans se promener armés. Les marchands et les cultivateurs anglais établis dans les campagnes commencèrent à craindre pour leur vie et pour leurs biens. Ils demandèrent la protection du gouvernement. L'agitation continua à augmenter jusqu'au mois d'octobre et elle gagna l'ensemble de la région au sud et au nord de Montréal. Papineau semble avoir fermé les yeux sur les agissements des radicaux. Cependant, il était possible de déceler des divergences profondes entre ceux-ci et Papineau. Elles ne semblent pas avoir été exprimées ouvertement pour un certain nombre de raisons. Papineau, sans se l'avouer, comptait sur eux pour traduire l'agitation en révolution dans le cas où le gouvernement ne se rendrait pas aux pressions des patriotes. Il pouvait aussi hésiter devant la perspective d'une scission qui aurait été désastreuse pour la cause. D'autre part, les radicaux considéraient la présence de Papineau comme essentielle à la réussite de l'insurrection. Enfin ils continuaient encore, à ce moment, d'être subjugués par l'homme et par son mythe. L'assemblée de Saint-Charles a contribué à rendre ces problèmes plus évidents. D'ailleurs l'attitude de Papineau devenait de plus en plus hésitante à mesure que le moment de la révolte approchait. A ce point de vue, l'assemblée de Saint-Charles a aussi marqué un tournant.

L'assemblée de Saint-Charles a été interprétée par les dirigeants gouvernementaux dans un sens révolutionnaire. On se fondait non seulement sur l'ordonnance du 8 juin, mais aussi sur la nature des résolutions adoptées. C'est pourquoi ils ont considéré l'adresse émise par les membres de l'assemblée comme une déclaration d'indépendance pour les six comtés. Aux yeux des républicains radicaux, l'assemblée prenait aussi cette signification. Au contraire, Papineau parut y maintenir ses positions antérieures relatives au boycottage des produits taxés. On ne pouvait donc pas l'accuser d'y avoir donné le signal de la révolte. Néanmoins on pouvait invoquer le fait qu'il en avait été l'initiateur. C'est pourquoi on ne saurait sous-estimer l'importance de sa participation à l'assemblée de Saint-Charles.

Dans l'esprit de Papineau, la convention de Saint-Charles était le couronnement du régime d'agitation qui devait amener les concessions

<sup>16</sup> Il avait été question d'une souscription dès le 7 mai à l'assemblée de Saint-Ours. « Que pour opérer plus efficacement la régénération de ce pays, il convient à l'exemple de l'Irlande de se rallier autour d'un homme. Que cet homme Dieu l'a marqué comme O'Connell pour être chef politique, le régénérateur d'un peuple; qu'il lui a donné pour cela une force de pensée et de parole qui n'est pas surpassée; une haine de l'oppression, un amour du pays qu'aucune promesse, qu'aucune menace du pouvoir ne peut fausser. Que cet homme déjà désigné par le pays est : Louis-Joseph Papineau. Cette assemblée considérant les heureux résultats obtenus en Irlande du tribut appelé Tribut O'Connell est d'avis qu'un semblable tribut sous le nom de Tribut Papineau devrait exister en ce pays. Les comités de l'association contre l'importation seraient chargés de le percevoir. » *Mémoires de L.-J.-A. Papineau*, II, 5.

gouvernementales. Au début de septembre, il avait profité d'un voyage à la Petite-Nation pour rencontrer les chefs du comté des Deux-Montagnes : Girouard, Scott, Chénier et Dumouchelle. Au milieu du même mois, il s'était rendu à Saint-Hyacinthe, sous prétexte de conduire son fils au collège, afin d'élaborer les plans de l'assemblée. A son retour, il avait séjourné à Saint-Denis, à Verchères et à Varennes. Cependant, l'organisation effective fut abandonnée aux dirigeants locaux. Ceci explique que Papineau recevra une invitation spéciale au même titre que les chefs des différentes paroisses de la région de Montréal. Le 21 octobre, il se rendit à Saint-Charles en compagnie d'une quinzaine d'hommes armés. Le lendemain, les résolutions furent préparées par Papineau et par O'Callaghan. Le 23, au cours de l'avant-midi, un comité spécial fut formé afin d'étudier les résolutions. En réalité, le comité n'a fait que confirmer le travail déjà produit par le chef. A midi, les résolutions furent présentées à Papineau qui présidait l'assemblée des députés. C'est là que furent choisis ceux qui devaient les présenter et ceux qui devaient les appuyer. En somme, les résolutions telles que produites devant l'assemblée, étaient entièrement l'œuvre de Papineau et, en conséquence, aucune modification ne pouvait leur être apportée.<sup>17</sup>

Les résolutions et l'adresse de l'assemblée des six comtés commençaient par une déclaration des droits de l'homme. Parmi ceux-ci figuraient la liberté, l'égalité, le droit à la vie, la recherche du bonheur et le droit à la révolte. Le préambule des résolutions était pratiquement une traduction de celui de la déclaration de l'indépendance américaine. Comme dans celle-ci la propriété n'apparaît pas au nombre des droits premiers de l'homme. Faut-il y voir le désir d'imiter les Américains qui, n'ayant pas eu à abolir les servitudes féodales, en étaient restés à la conception de la propriété de Burlamaqui et de Rousseau ? Pourtant Papineau concevait la propriété comme le premier des droits de l'homme et, à ce point de vue, il s'opposait aux radicaux. Ses notes portées sur le texte de la déclaration d'indépendance émise par Nelson en 1838 sont révélatrices de cet aspect de sa pensée. Visant l'abolition des droits seigneuriaux, Papineau y avait écrit : « Je ne pourrais consciencieusement souscrire aux parties soulignées de cette Déclaration. Il n'est pas plus légal et juste de voler un seigneur qu'un autre homme. »<sup>18</sup> En omettant de mentionner la propriété dans la déclaration de Saint-Charles, Papineau semblait préparer le chemin pour une abolition de la tenure seigneuriale ! Nous croyons plutôt qu'il a voulu éviter de poser le problème afin d'empêcher une scission ou un conflit avec les radicaux. De plus, une discussion détaillée de ces problèmes aurait forcé Papineau à opter ouvertement pour ou contre la révolution. Quoi qu'il en soit, l'adresse

<sup>17</sup> Voir APQ, *Mémoires de L.-J.-A. Papineau*, II, 24 : surtout E. 1837-38, 42, 43, 46, 49, 842.

<sup>18</sup> APQ, P-B III, Copie de l'adresse de la Confédération des Six-Comtés et des résolutions. — La déclaration d'indépendance de Nelson annotée par Papineau a été publiée dans *La Presse*, le 22 mars 1924.



issue de la *Confédération des Six Comtés* avait un caractère nettement révolutionnaire. Il en était de même de la résolution recommandant la destitution des officiers de milice et de justice nommés par le gouvernement afin de les remplacer par des officiers élus par le peuple. Elle signifiait une intention de placer l'organisation militaire sous le contrôle des patriotes. Enfin l'assemblée suggéra l'établissement de sections locales pour les *Fils de la Liberté*. En somme les mesures prises à l'assemblée des *Six Comtés* constituaient un pas important vers la réalisation de la seconde partie du programme adopté au printemps par les patriotes. Comment Papineau a-t-il pu se désolidariser, le 14 novembre, des procédés et des conséquences de l'assemblée de Saint-Charles ? « Je demandai à Mr Papineau, disait Toussaint Drolet, ce que tout cela voulait dire et lui exprimai ma conviction que tous ces troubles prenaient leur origine de l'assemblée de Saint-Charles. Il me dit pour toute réponse que l'assemblée de Saint-Charles était notre affaire et qu'il n'était venu à cette assemblée qu'en passant. »<sup>19</sup>

Certes l'attitude officielle prise par Papineau avait été d'insister pour que l'élection des nouveaux officiers de milice se fasse sans violences et il avait maintenu ses positions antérieures concernant la non-consommation des produits taxés. Mais il n'en demeure pas moins vrai que l'assemblée était son œuvre. Son refus d'en assumer, après coup, la responsabilité nous semble avoir été, en partie, le résultat de l'action du groupe radical à la réunion de Saint-Charles. La demande subite, de la part des représentants du comté de Lacadie, de faire partie de la *Confédération* révèle que les radicaux entendaient s'affirmer vigoureusement. Les discours de Côté, de Nelson et de Girod consacraient le sens réel des résolutions. Pour ceux-ci l'assemblée de Saint-Charles marquait le début de l'insurrection. Comment Papineau avait-il pu ignorer les plans militaires élaborés à cette occasion ? Le lendemain de l'assemblée, Kimbert, un des chefs patriotes, avait avoué l'existence d'un complot tendant à renverser le gouvernement.

Du moment que la Rivière sera prise, disait-il, nous irons avec 40 ou 50000 hommes armés prendre Montréal, tous les habitans sont bien armés et bien fournis de munitions et bien déterminés et après Montréal nous prendrons Québec. J'ai été à St-Charles et jamais dans aucun pays on n'a vu une pareille assemblée déterminée à se débarrasser du gouvernement anglais.<sup>20</sup>

Papineau a-t-il considéré ses hésitations et sa propre peur comme un refus de participer à la rébellion ?

Après l'assemblée de Saint-Charles, l'agitation s'est considérablement accrue. Dans les paroisses du Richelieu, les patriotes faisaient des *charivaris* à tous ceux qui détenaient des fonctions gouvernementales. Les bureaucrates et leurs sympathisants étaient souvent forcés de quitter leurs villages. Les marchands anglais voyaient leurs magasins pillés. Un

<sup>19</sup> Examen de Toussaint Drolet, APQ, E. 1837-38, 46.

<sup>20</sup> Déposition d'Augustin Keeper (17 novembre 1837), *ibid.*, nouvelle série.

climat de menaces, d'excitation et de peur régnait dans les paroisses situées au sud et au nord de Montréal. En même temps, les patriotes essayaient de se procurer des armes et des munitions. A Montréal, les assemblées des *Fils de la Liberté* et du *Doric Club* devenaient de plus en plus tumultueuses. Le 6 novembre, une échauffourée se produisit entre les membres des deux clubs. La réaction gouvernementale ne pouvait tarder à se faire sentir. Quelques jours après l'arrivée du Procureur général à Montréal, le 3 novembre, l'arrestation des chefs des *Fils de la Liberté* et des organisateurs de l'assemblée de Saint-Charles fut décidée. Cette nouvelle fut répandue, peut-être intentionnellement, plusieurs jours avant l'émission des mandats. Elle provoqua immédiatement la panique parmi les chefs patriotes qui quittèrent Montréal pour se réfugier dans les paroisses environnantes. Ceci entraîna la dissolution des *Fils de la Liberté*. Tout se passa alors, aux yeux des patriotes, comme si le gouvernement était l'agresseur et eux, les victimes. Dans le comté de Vaudreuil, les chefs réunirent les paysans et leur demandèrent, sans plus de formalités, de les défendre. Girod se rendit avec plusieurs autres dans le comté des Deux-Montagnes où l'agitation était à ce moment très forte. Les autres chefs se dirigèrent vers Saint-Denis et Saint-Charles qui étaient aussi en pleine effervescence. C'est dans ce climat de panique et de peur collective que s'organisa la résistance.<sup>21</sup> En somme, un simple geste du gouvernement avait réussi à jeter le désarroi dans le camp patriote. Cependant l'excitation qui se maintenait dans la région de Montréal, se communiqua à travers toute la province et laissa croire à un mouvement de révolte généralisé. Les dirigeants gouvernementaux ont été fortement influencés par ce climat. C'est ce qui explique leurs hésitations et la lenteur des opérations militaires. Le manque de troupes contribua à renforcer ces craintes.

De son côté, Papineau avait continué, après le 25 octobre, à se maintenir en contact avec les chefs patriotes. Le 6 novembre, sa maison fut attaquée par les membres du *Doric Club*. Après cet assaut, il demeura chez lui en compagnie d'un groupe de patriotes armés. La nouvelle de l'arrestation imminente des chefs semble lui avoir été communiquée entre le 6 et le 8 novembre. Elle provoqua chez lui tour à tour de la colère et de l'abattement. La décision gouvernementale le forçait à agir. Le temps des discours était passé. Entre le 7 et le 10 novembre, il reçut la visite d'un délégué des révolutionnaires du Haut-Canada. Robert Nelson et O'Callaghan assistèrent à l'entrevue qui dura une partie de la journée. Enfin le 13 novembre, Papineau se décida à partir de Montréal. En compagnie de O'Callaghan, il se rendit de la Pointe-aux-Trembles à Saint-Marc. Il y arriva le 14 au soir. « Mr Papineau, nous dit Duvert, était très peu communicatif, parlant bien peu et sombre et pensif. » Il ajouta peu après « que l'assemblée de St-Charles était notre affaire et qu'il n'y

<sup>21</sup> Nous pourrions examiner en détail, dans notre étude sur la Révolution, ce climat de peur qui a existé tout au long des insurrections de 1837 et de 1838.

était venu qu'en passant ». <sup>22</sup> Ceci indique combien Papineau était peu solidement lié au mouvement révolutionnaire. Pourtant les circonstances exigeaient un chef capable de juger la situation avec lucidité et d'inspirer confiance à ses subordonnés. Encore une fois, il se révélera incapable de soutenir une action efficace. Au lieu d'opter pour l'intervention énergique, il choisira les attitudes passives. Il est difficile, en raison du manque de documentation, <sup>23</sup> d'analyser avec sûreté son comportement. Cependant, les éléments que nous possédons permettent de le situer en relation avec ses réactions habituelles.

Le 15 ou le 16 novembre eut lieu une réunion des chefs dont les principaux étaient Papineau et Wolfred Nelson. La position de Nelson était claire. Il fallait soutenir par les armes la cause libérale. Il se fit le partisan d'une organisation militaire immédiate qui serait sous la direction de Papineau. Ce dernier se montra plus réticent quoiqu'il admit « qu'il n'y avait pas d'autres moyens à ce qu'il paraissait que de se défendre ». <sup>24</sup> Duvert, qui était « présent lorsque le complot de résistance s'était fait à St-Charles », disait après son arrestation que « le Dr Nelson aurait offert l'épée à Mr Papineau; que celui-ci l'aurait refusée ». <sup>25</sup> Evidemment, ce dernier pouvait invoquer, pour soutenir sa position, le fait que les patriotes n'étaient pas encore prêts à affronter les troupes anglaises. La peur qui déterminait l'attitude de Papineau se retrouvait chez la plupart des autres chefs. Ces arguments parurent les plus convaincants. Un compromis s'opéra de part et d'autre. Papineau accepta un plan défensif. Un double comité fut formé. <sup>26</sup> Le premier qui avait un caractère « civil » fut appelé le *Conseil des Patriotes*. Il était composé de Papineau et de O'Callaghan. Le second remplissait les fonctions militaires. Nelson en assumait la direction. En somme, Papineau se libérait de responsabilités écrasantes tout en demeurant le chef du mouvement. C'est ce qui explique que Nelson, le 18 novembre, ait commencé à réunir une armée à Saint-Denis. Une lettre anonyme envoyée au Gouverneur, le 20 novembre, affirme que « les chefs rebelles sont réunis à St-Denis; qu'ils se préparent à former une armée de 15000 hommes pour attaquer et brûler la ville de Montréal ». <sup>27</sup> D'autre part, Papineau réussit à faire accepter l'idée d'une convention générale des chefs patriotes pour le 4 décembre « afin, disait-il, de délibérer alors sur la situation du pays et sur les

<sup>22</sup> Examen de Duvert, APQ, E. 1837-38, 45. — Au sujet de la visite de Jesse Lloyd, voir L.-J.-A. Papineau, *op. cit.*, 45. « Mon père me dit de n'en jamais souffler mot... »

<sup>23</sup> Les documents produits par les rebelles, au cours de cette période, ont en très grande partie été détruits. Papineau et l'abbé Chartier l'admettent. Voir la lettre de l'abbé Chartier à Papineau dans BRH, XLIII; voir aussi la lettre de Papineau à O'Callaghan (28 oct. 1848), APQ, P-B : 459.

<sup>24</sup> APQ, E. 1837-38, 354.

<sup>25</sup> Lettre de Perreault à Anthony St-John (11 déc. 1837), APQ, P-B : lettres de diverses personnes.

<sup>26</sup> L.-J.-A. Papineau, *op. cit.*, 666.

<sup>27</sup> APQ, E. 1837-38, 4025.

mesures à prendre dans les circonstances si difficiles ». <sup>28</sup> De son côté, Nelson proposa de profiter de cette assemblée pour émettre une déclaration d'indépendance. Un document fut préparé et signé. Papineau affirmera plus tard qu'il « n'allait pas plus loin que le manifeste de St-Charles ». <sup>29</sup>

En réalité, Papineau cherchait à retarder constamment l'échéance de l'insurrection armée. Dès cette époque, il semble avoir prévu la défection de la grande majorité des membres influents du parti révolutionnaire. Par crainte et par attachement à leurs intérêts personnels, ils comptaient avant tout sur les paysans pour renverser le gouvernement. Papineau se comporta alors comme s'il avait été opposé à une prise d'armes. « Nous n'avions pas le droit de trancher une telle question en l'absence des autres chefs parce que nous ne savions pas si nous serions ou ne serions pas attaqués... » <sup>30</sup> Il se donnait en même temps l'illusion que l'intervention gouvernementale se ferait attendre indéfiniment. En mettant de côté les facteurs externes qui ont influencé sa conduite, on trouve chez Papineau une recherche systématique de l'échec. Tout semble se passer en lui comme s'il avait préféré l'échec à la réussite ou comme si l'échec avait constitué un moyen de succès. C'est pourquoi on constate tout ce qu'il y avait de faux dans les motifs qui avaient amené la création du comité civil.

Le commandant des forces ou autres militaires, disait-il en 1848, pourront avoir de la répugnance à négocier avec quelqu'un qui aurait combattu. On pourrait prétexter cette raison pour refuser de recevoir ceux que l'on enverrait pour négocier avec eux; afin de prévenir cette objection, il faut que Mr Papineau s'éloigne quand nous serons certains d'être attaqués. C'est après avoir discuté le pour et le contre de cette proposition, et qu'elle avait été adoptée à l'unanimité que la circulaire fut signée... <sup>31</sup>

En se faisant octroyer la direction de la section civile d'une organisation militaire, Papineau légalisait à l'avance sa conduite. Il se trouvait par le fait même déchargé de toute participation aux événements militaires. Il pouvait s'enfuir sans avoir l'air de le faire. Toute sa conduite à Saint-Denis et à Saint-Charles ressort de son incapacité à envisager objectivement la situation et à la surmonter.

En pratique, Papineau ne pouvait abandonner complètement à Nelson la solution des questions militaires. N'était-il pas, depuis toujours, le chef auquel personne n'avait cru devoir résister ? D'ailleurs son prestige en aurait souffert ! C'est pourquoi, après le 18 novembre, Papineau continua à agir comme chef « suprême ». Le 18 novembre, Thomas Storrow Brown était arrivé de Montréal avec plusieurs autres leaders patriotes. Leur présence nécessitait la formation d'une seconde organisation militaire. Nous croyons que la rivalité entre Nelson et Brown a déterminé la création

<sup>28</sup> Lettre à O'Callaghan (28 oct. 1848), APQ, P-B : 549.

<sup>29</sup> *Idem.*

<sup>30</sup> *Idem.*

<sup>31</sup> *Idem.*

du camp de Saint-Charles. Nous en trouvons la preuve dans le fait que Nelson, après la victoire de Saint-Denis, est allé offrir ses services à Brown qui les refusa.<sup>32</sup> Cependant Brown ne pouvait de lui-même se donner le titre de général. Après la conversion du manoir Debartzch en château fort et l'élection par le peuple des officiers subalternes, les chefs se réunirent à Saint-Charles. L'assemblée était présidée par Papineau assisté de O'Callaghan. Siméon Marchesseault dit que :

Louis Joseph Papineau recommanda alors aux personnes présentes de nommer pour leur chef ou Général la personne de Thomas Storrow Brown, le désignant comme la personne la mieux qualifiée pour remplir cette charge. Qu'il fallait lui obéir comme général en tout ce qu'il commanderait... Que depuis cette rencontre le dit T. S. Brown a agi en qualité de général, et qu'il était tellement considéré comme tel que de toutes les paroisses environnantes on venoit le consulter avant d'adopter aucunes mesures. Qu'il a compris d'après tout ce qu'il a entendu dire aux dits Papineau et O'Callaghan, qu'ils étaient convaincus qu'une révolution réussirait en Canada...<sup>33</sup>

Le soir même Papineau retourna à Saint-Denis. Au cours de la nuit, un courrier annonça l'approche des troupes anglaises. Nelson se rendit vérifier leurs effectifs. En même temps, il fit avertir Brown et les patriotes des paroisses voisines. A son retour, il organisa la résistance. Le combat commença entre neuf heures et dix heures. Pendant que Nelson « menaçait de trancher le cou à ceux qui reculeraient »,<sup>34</sup> Papineau quitta Saint-Denis en compagnie de O'Callaghan. L'explication donnée, en 1848, par Papineau, au sujet de son départ de Saint-Denis, nous semble assez proche de la vérité. Elle contient néanmoins l'aveu d'une *lâcheté camouflée*.<sup>35</sup> Le témoignage de Nelson ne paraît pas correspondre à la signification que Papineau donnait habituellement à sa conduite. Il fallait, pour lui, que tout se produisit comme si son départ était nécessaire au succès de la cause. La version de Nelson doit plutôt être interprétée dans le contexte des rivalités politiques de 1848.

Après avoir quitté Saint-Denis, Papineau se rendit à Saint-Hyacinthe.<sup>36</sup> Le lendemain, 24 novembre, il retourna à Saint-Charles afin d'exhorter les patriotes à une résistance vigoureuse. Lussier, aubergiste, dit à ce sujet :

Que la veille de l'action de St-Charles il a vu Louis Joseph Papineau dans la maison de Mr Debartzch, harranguer une quarantaine de personnes qui s'y trouvaient en leur disant de tenir ferme, de ne point reculer parce que si on reculait qu'il y aurait des gens par derrière qui les serviraient. Que le dit Papineau a disparu et qu'il ne l'a pas revu depuis.<sup>37</sup>

<sup>32</sup> Examen de Foisie, APQ, E. 1837-38, 346.

<sup>33</sup> Déposition de Siméon Marchesseault, *ibid.*, 844.

<sup>34</sup> Examen d'Edouard Besse, *ibid.*, 338.

<sup>35</sup> L'étude de la querelle Papineau-Nelson, en 1848, ferait l'objet d'un travail spécial. Nous renonçons ici à l'exposer.

<sup>36</sup> APQ, E. 1837-38, 346a, 355; L.-J.-A. Papineau, *op. cit.*, 336.

<sup>37</sup> Examen d'O. Lussier, APQ, E. 1837-38, 353.

Le 24 novembre, Papineau était probablement revenu à Saint-Denis. Peut-être est-il demeuré avec Nelson jusqu'au début de décembre ! A ce moment, il était évident que le mouvement révolutionnaire avait été un échec complet. Le départ de Papineau pour les Etats-Unis s'est fait durant les premiers jours de décembre. Il passe d'abord à Saint-Hyacinthe avec O'Callaghan.<sup>38</sup> En cours de route, il rejoignit Nelson.<sup>39</sup> Il le laissa ensuite pour suivre un chemin différent. Nelson fut arrêté et Papineau réussit à gagner les Etats-Unis.

Il ne faut certes pas lui imputer complètement l'échec de la rébellion. Ses attitudes étaient représentatives de celles de la majorité des membres du parti patriote. C'est ce qui explique qu'elles aient été acceptables. Mais la direction qu'il avait donnée au mouvement révolutionnaire rendait impossible une organisation efficace. Il n'a pas su non plus inspirer confiance à ses supporters. Sa fuite définitive était le résultat de ses fuites antérieures. Son comportement n'avait aucun rapport avec celui d'un chef conscient et réaliste. Au mois de juin 1838, Lafontaine écrivait à Chapman :

Il paraît qu'au commencement de l'affaire de St-Denis lui O'Callaghan et Papineau se sont sauvés de la maison de Nelson où ils étaient. On ajoute que quelques habitans ont voulu tirer sur eux, mais que le jeune fils de Nelson les en a empêchés. Est-ce bien vrai ? Dans tous les cas, il paraît que tous deux désapprouvaient cette résistance. Papineau aurait pu l'empêcher. Ne l'ayant pas fait il aurait dû se battre...<sup>40</sup>

Ces remarques, venant d'un homme qui avait peu payé de sa personne au cours des troubles, sont néanmoins significatives d'une attitude nouvelle, de la part des patriotes, à l'égard de Papineau. En refusant d'assumer leur part de responsabilité dans l'échec de la révolution, la majorité des réfugiés ont été entraînés à déverser sur leur chef l'amertume qu'ils en éprouvaient et leur incapacité à redonner au mouvement révolutionnaire des cadres solides. De son côté, Papineau réagira différemment en posant au martyr.

Combien souvent, disait-il, la vertu malheureuse a été dégradée et calomniée et le vice triomphant apothéosé. Mais le cœur de l'homme est fait pour être le sanctuaire de la vertu et du dévouement aux sentiments libéraux et généraux. Ils auront toujours leurs héros et leurs victimes, souffrant plus gaiment pour ce qu'ils croient la cause de la justice et de la liberté, que le méchant ne jouit de ses triomphes, quand ils ne se rapportent qu'à ses succès égoïstes et personnels.<sup>41</sup>

## LE BOUC ÉMISSAIRE

Papineau a été marqué profondément par l'échec de la rébellion. Sa correspondance traduit clairement le désarroi dans lequel il se trouvait

<sup>38</sup> Déposition de J. Sicard, *ibid.*, 302.

<sup>39</sup> APQ, P-B : 663.

<sup>40</sup> Lettre de Lafontaine à Chapman (14 juin 1838), APQ, P-B : photostat.

<sup>41</sup> RAPQ, (53-55), 391s.

au moment de son arrivée aux Etats-Unis. Les mots angoisse, malheur, espoir, désespoir, abattement et isolement reviennent constamment pour exprimer les émotions qu'il ressentait. Dès ce moment, il semble s'être réfugié derrière « la fixité inaltérable de ses principes et son attachement à sa famille et à sa femme ». <sup>42</sup> Puis, progressivement, il a réussi à dégager une explication des événements qu'il venait de vivre en les rattachant à ses visions antérieures des problèmes politiques. C'est pourquoi il a essayé de rejeter l'entière responsabilité de l'insurrection sur le gouvernement et sur le « parti bureaucrate ».

J'ai fait de l'opposition constitutionnelle, écrivait-il à Nancrede, je n'en ai pas fait d'autres... Les uns et les autres testifient que j'ai déconseillé les voies de fait. Mais j'ai recommandé une vaste combinaison pour nous priver des produits taxés et pour encourager l'usage de ceux de notre propre industrie... Nous ne conspirions pas pour renverser le gouvernement par la force, nous voulions le guérir par la diette et par le régime. Nous ne savions pas qu'il conspirait pour nous écraser, pour commencer la guerre civile contre le peuple parce que l'orgueil de ses agens provinciaux était blessé. Il a choisi son temps pour provoquer et forcer à une résistance intempestive des hommes qui n'étaient pas préparés. L'insulte et le désespoir ont excité un soulèvement soudain et universel... <sup>43</sup>

Quels sont les motifs qui ont conduit Papineau à trancher si rigoureusement le problème de la responsabilité du mouvement insurrectionnel? Il est évident qu'il lui était impossible d'admettre qu'il avait été, en grande partie, l'artisan de l'échec que venait de subir la cause de l'indépendance canadienne. En conséquence, il s'est efforcé, pour éliminer sa propre culpabilité, de présenter la rébellion comme l'aboutissement logique du système de persécution exercé contre les Canadiens français depuis la Conquête. Il voyait des « malheurs sans fin fondre sur sa patrie » : l'union des deux Canadas, la confiscation des propriétés des Canadiens au profit des marchands anglais et même la déportation. Sa seigneurie et sa famille étaient aussi l'objet continu de ses craintes.

D'autre part, en présentant les Canadiens français en victimes innocentes d'une conspiration bureaucratique, il pouvait exciter des sympathies extérieures en vue d'une reprise des hostilités. Dès ce moment, Papineau a cessé de croire que les Canadiens pourraient trouver en eux-mêmes l'énergie nécessaire pour édifier leur indépendance. C'est pourquoi il refusera de participer à toute organisation qui reposerait uniquement sur les forces patriotes. Il cherchera à obtenir l'appui du gouvernement américain, de certaines personnalités américaines et de l'Ambassadeur de France. Il verra même la possibilité d'obtenir une aide financière du Consul russe à Boston. Enfin sa pensée se fixe presque définitivement sur l'annexion aux Etats-Unis. Il écrivait en 1839 :

Tous conviennent que l'indépendance des Canadas et leur aggrégation à la Confédération américaine est leur avenir prochain et la combinaison la plus

<sup>42</sup> *Ibid.*, 391-407.

<sup>43</sup> Papineau à Nancrede (14 mai 1838), APQ, P-B : 530.

favorable. Les uns les croient éloignées, qui pensent que l'Angleterre peut demeurer en paix pendant plusieurs années — les autres prochaines, qui la croient à la veille de se trouver avec des embarras à l'intérieur ou à l'extérieur, et qui sont persuadés d'une part que les Canadas ne peuvent remuer jusqu'à ce jour.<sup>44</sup>

Après son arrivée aux États-Unis, Papineau reprit contact avec les autres réfugiés. A cette époque, les sympathies populaires étaient très fortes, du côté américain, en faveur des Canadiens. Papineau lui-même avait réussi à rencontrer des hommes influents qui étaient prêts à seconder une revanche. Vers la fin du mois de décembre, les généraux américains Wool et Scott acceptèrent de diriger une expédition. Il fut même question de leur assurer « une récompense de 10 à 20000 acres de bonne terre, défrichée en partie, et comprenant plusieurs moulins ». <sup>45</sup> D'autre part, Bioren, agent de Deringer, proposa de fournir à l'expédition 6,000 fusils américains.<sup>46</sup> Des réfugiés polonais, français et des volontaires américains consentirent aussi à prendre part à l'invasion du Canada. Mais l'assemblée de Middlebury allait signifier la faillite de ce projet.

Le 2 janvier 1838 les principaux réfugiés se rencontrèrent à Middlebury afin d'établir les cadres définitifs de l'expédition. Cependant, la rébellion avait contribué à clarifier certaines situations. Papineau ne pouvait plus maintenir ses attitudes antérieures vis-à-vis des patriotes. Il se présenta à l'assemblée en compagnie de O'Callaghan. Contrairement aux précédentes assemblées patriotes, ce fut une assemblée délibérante. Papineau ne pouvait plus imposer ses décisions comme il l'entendait. Les radicaux exigèrent une prise de position formelle. Ils proposèrent l'établissement d'un gouvernement provisoire et une déclaration d'indépendance. En second lieu, ils demandèrent d'inclure, dans cette déclaration, l'abolition des droits seigneuriaux, des dîmes et du douaire coutumier français. Papineau se refusa à ces mesures. Il obéissait, sans doute, à des motifs personnels mais il représentait aussi, à cette occasion, la position de l'ensemble de la bourgeoisie canadienne. L'assemblée se divisa en deux groupes inconciliables. Nelson disait, un mois après cette réunion :

Papineau nous a abandonné et cela pour des motifs personnels et familiaux concernant les seigneuries et son amour invétéré pour les vieilles lois françaises. Nous pouvons mieux faire sans lui qu'avec lui. C'est un homme bon seulement pour parler et non pour agir.<sup>47</sup>

Après l'assemblée de Middlebury, Papineau se tint éloigné des radicaux. Cela n'impliquait pas l'abandon de la cause de l'indépendance. Il continua d'exciter et de créer de nouvelles sympathies en faveur des Canadiens. Il comptait avant tout sur l'appui du gouvernement améri-

<sup>44</sup> APQ, P-B : 57b.

<sup>45</sup> APQ, P-B : III. Copie manuscrite par Papineau.

<sup>46</sup> Bioren aux réfugiés, *idem*.

<sup>47</sup> Lettre de R. Nelson à J.-B. Ryan (25 fév. 1838), APQ, P-B : lettres de diverses personnes. Nous donnons ici une traduction.



cain. Pour leur part, les radicaux, sous la direction de Robert Nelson et de Côté, décidèrent de risquer une expédition pendant le mois de février. Elle fut un échec complet. Toutefois, une déclaration d'indépendance fut émise et un gouvernement provisoire proclamé. Après le mois de février, les réfugiés élaborèrent chacun de leur côté une multitude de plans d'invasion. Cependant, les rivalités personnelles,<sup>48</sup> les ambitions, les intrigues, la délation et les conflits de toutes sortes furent des obstacles permanents à une organisation efficace. Malgré cela, au mois de juin, les radicaux mirent au point un plan qui rallia la majorité des réfugiés. L'organisation reposait sur l'*Association des Frères Chasseurs*. Celle-ci fut introduite dans tout le Bas-Canada. La date du soulèvement fut fixée, après maints changements, au 3 novembre. Les insurgés devaient d'abord surprendre les postes de Saint-Jean, de Chambly, de Sorel et de Laprairie. L'armée patriote attaquerait ensuite Montréal. La prise de Québec constituait la dernière étape. Encore une fois les dissensions et l'absence de coordination empêchèrent complètement une action efficace. Le nom de Papineau fut utilisé par les chefs rebelles pour soulever le peuple. Papineau ne paraît pas s'en être offusqué. Comme en 1837, l'échec traduisait surtout les déficiences profondes de l'organisation révolutionnaire.

Papineau avait quitté Albany pour Philadelphie le 20 février 1838. Il marquait par là son intention de ne pas participer aux projets élaborés par Robert Nelson et par Côté. Le 26 mars, il écrivait à son fils :

Mon cher tu ne nourris que de justes sentimens de dévouement à ton pays et de haine contre des injustes oppresseurs. Mais ces sentimens quelque fondés qu'ils soient ne pourront jamais devenir utiles qu'autant qu'ils peuvent être tempérés par un peu plus de sang froid que tu n'en montres. Le pays succombe sous des forces évidemment trop grandes pour que tenter une lutte trop inégale n'eu pas pour résultat de délivrer au traitement affreux que la même domination orgueilleuse fit jadis éprouver aux malheureux Acadiens. C'est donc un moment où il faut céder et dissimuler. S'exciter à de trop justes ressentimens c'est se mettre dans le cas de ne plus pouvoir calculer ses démarches : d'être violens et injustes comme le sont nos amis du Nord; de se nuire à soi et à ses amis et à son pays. Dans la situation d'esprit où tu te trouves naturellement moins tu écriras violemment à tes amis plus tu leur feras de bien.<sup>49</sup>

De juin à novembre 1838, Papineau demeura tantôt à Philadelphie, tantôt à Saratoga. Au cours du mois de juillet, Mackenzie essaya de le réconcilier avec Nelson et Côté. Mais il demeura en dehors de l'organisation révolutionnaire. Au mois d'août, Papineau rendit visite à l'ambassadeur Pontois qui lui exposa les raisons qui empêcheraient la France d'appuyer l'indépendance canadienne.<sup>50</sup> Après l'échec de la seconde insurrection, il consentit à se rendre à Washington, en compagnie de

<sup>48</sup> Voir la *Collection Duvernay*, le *Canadian Antiquarian* (1908-1910) et le *Fonds des Événements 1837-38*.

<sup>49</sup> APQ, P-B : lettres à ses enfants.

<sup>50</sup> APQ, P-B : III.

Wolfred Nelson, afin de demander l'aide du gouvernement américain. Arrivés à New-York, Robert Nelson, Mackenzie et Ryan leur proposèrent de prendre part à une nouvelle organisation.<sup>51</sup> Papineau refusa. Ils se rendirent ensuite à Washington où ils rencontrèrent le président des États-Unis. Encore une fois il put réaliser l'impossibilité d'obtenir des secours de l'extérieur. Après ces insuccès, Papineau persista néanmoins à compter sur un revirement de la situation internationale. Une lettre à sa femme est significative à cet égard :

S'il n'est pas permis de désirer la guerre par tout le monde en vue de l'avantage particulier du Canada ce désir devient légitime, en vue de l'amélioration de la situation de tous les peuples qui, après des malheurs passagers, trouveraient dans des institutions libérales des gouvernements plus économiques, plus disposés à la paix permanente, et des sociétés plus éclairées et dès lors plus à l'aise, qu'elles ne l'ont été depuis des siècles avec leurs despotismes monarchiques, Aristocratiques et cléricaux. Puis la guerre que nous n'aurons pas occasionnée et dont nous ne devons pas répondre il sera du moins permis d'en tirer parti dans l'intérêt du Canada...<sup>52</sup>

Nous trouvons ici une explication des positions adoptées par Papineau depuis le mois de mai 1837. Il avait été incapable de prendre la responsabilité d'une révolution. Au cours de la première insurrection, ses attitudes ambivalentes et ses conduites d'échec provenaient d'un sentiment de culpabilité qu'il ne pouvait surmonter. Déjà avant 1837, nous avons pu déceler ce sentiment à la base de son comportement en tant que chef du parti patriote et républicain. En 1838, il s'est refusé à refaire l'expérience « angoissante » d'une insurrection dont il aurait été le chef. Il a trouvé toutes sortes de prétextes, dont les uns étaient très valables, afin d'éviter de prendre part *directement* à l'agitation. En acceptant une déclaration formelle d'indépendance et la création d'un gouvernement provisoire, il aurait été forcé d'accepter les conséquences de ses actes parce que ces deux mesures impliquaient un engagement total. Néanmoins, il ne pouvait se détacher du mouvement qu'il avait, plus que tout autre, contribué à faire naître. Il s'est alors donné l'illusion que les États-Unis et même la France pourraient envisager une guerre avec l'Angleterre pour libérer les Canadiens français des servitudes du système colonial.

Jusqu'aux assemblées de Middlebury et d'Albany, les patriotes avaient secondé Papineau aveuglément parce qu'ils avaient besoin de croire en l'image qu'ils s'étaient faite de leur chef. C'est pourquoi ils avaient, jusqu'à cette époque, fermé les yeux sur les déficiences de l'homme. La défection de Papineau, au mois de janvier 1838, les laissait désarmés. Malgré l'état de dépendance dans lequel ils se trouvaient vis-à-vis de lui, les radicaux ont essayé de se libérer de son emprise. Leur première réaction a été, afin de détruire en eux-mêmes le mythe qui les obsédait, de vouloir réussir l'insurrection par leurs propres forces. Mais,

<sup>51</sup> RAPQ, (53-55), 410.

<sup>52</sup> *Ibid.*, 428.

encore là, la nécessité d'un chef qui rallierait tous les réfugiés et les patriotes du Bas-Canada se faisait sentir. Robert Nelson et Côté ont tenté de prendre la direction du mouvement. Mais leur acceptation devenait problématique, en raison de leurs idées personnelles et, surtout, parce qu'ils symbolisaient faiblement les aspirations communes. Jusqu'au mois de novembre 1838, le foisonnement des intrigues et des rivalités personnelles était révélateur d'un groupe inapte à se donner une direction. A ce point de vue, les expéditions désastreuses de février et de novembre sont significatives. Les rebelles ont été forcés d'utiliser le nom de Papineau comme signe de ralliement.

La seconde attitude adoptée par les radicaux a été celle de détruire l'homme. Non seulement ils ont attribué l'échec des troubles de 1837 à « sa poltronnerie », mais ils ont vu l'influence désorganisatrice de Papineau derrière toutes leurs faillites subséquentes. Chez les révolutionnaires modérés, le mythe de Papineau s'est dissocié. On pouvait être un « Franklin sans être un Washington ». Mais ils avaient besoin d'un Washington. C'est pourquoi ils ont commencé à porter les yeux sur Wolfred Nelson, « le Héros de St-Denis ».

Après l'invasion du mois de novembre 1838, les révolutionnaires manifestèrent à l'égard de Papineau une agressivité profonde. Il devint, à leurs yeux, un obstacle permanent à l'indépendance du Canada. Le 10 novembre, Bonnafoux, sympathisant français à la cause patriote, écrivait à Papineau pour lui demander de se rendre en France. A cette occasion, il lui exposa que son attitude « passive » nuisait au mouvement révolutionnaire. En second lieu, il affirma que toute participation de Papineau à un projet d'invasion ne pouvait que « créer des jalousies ». <sup>53</sup> Cette lettre exprimait, en fait, les désirs de la majorité des réfugiés. L'abbé Chartier mit sur pied, avec Côté, Nelson, Mailhot et plusieurs autres, un plan qui forcerait Papineau à partir pour la France. Le prétexte de ce voyage était de susciter des sympathies pour la cause canadienne. Papineau a certainement réalisé les motifs réels qui inspiraient ces démarches. Comme elles correspondaient à ses intentions, il quitta les Etats-Unis le 8 février 1839.

Après le départ de Papineau, les projets d'invasion du Canada se firent de plus en plus nombreux. Mais ils se traduisirent tous par des échecs. Les mésententes et les défections s'accrurent au même rythme. Malgré son absence, Papineau demeurait présent parmi eux. Les radicaux prétextèrent le fait que Papineau n'avait pas rendu compte de ses démarches pour tenter de descendre leur ancienne idole. Ils étaient fermement convaincus que la cause révolutionnaire ne pourrait s'affirmer tant que Papineau n'aurait pas été « démasqué ». Les articles de Côté dans le *North American* avaient été écrits dans ce but. Cependant cette tactique rencontra une forte opposition du côté des patriotes plus modérés.

<sup>53</sup> APQ, P-B : lettres de diverses personnes.

Ceux-ci se rendirent compte que c'était « se ravalier dans l'opinion Américaine et Canadienne ». Boutillier écrivait à Duvernay :

Je crois, j'espère, que nos amis sentent que le premier d'entre nous qui voudra médire trouvera facilement des croyants et que l'égoïsme, comme le bien public, trouvera son compte dans l'oubli des torts, personnels, réels ou imaginaires, car il y en a peu d'entre nous qui ne se soient trompés dans leurs calculs ou leurs espérances.<sup>54</sup>

Par la suite, l'abbé Chartier fut délégué en France, au nom des patriotes, pour connaître les résultats de la mission de Papineau. Puis, progressivement, de juin 1839 à 1841, les réfugiés envisagèrent l'impossibilité de réussir une insurrection. La plupart d'entre eux retournèrent au Canada. Certains, tels que Côté et Robert Nelson, décidèrent de rester aux États-Unis.

Les deux rébellions laissèrent chez les Canadiens français de toutes les classes le sentiment profond d'un échec « national ». Une lettre de Boucher-Belleville à Duvernay permet de saisir cette conséquence de la rébellion.

Nous avons eu tous deux également à pleurer sur les maux de la patrie et je dirai encore qu'en ceci l'avantage était de notre côté, car vous ne les aviez pas comme moi sous les yeux. Je ne puis encore penser aujourd'hui à ce dont j'ai été témoin sans me sentir percé jusqu'au fond de l'âme. Ce sont des épreuves que Dieu nous envoie, vous dirait un Jésuite, ordre de religieux auquel je n'appartiens pas encore, comme vous le supposez dans votre lettre. Je suis sous le rapport religieux et politique comme vous m'avez connu en 1837. Mais notre position est tellement changée, il s'est opéré une telle révolution morale parmi nous, que ce qui paraissait bon et sage il y a quatre ans, ne l'est plus aujourd'hui. Je crois pouvoir vous dire sans vous offenser que vous ignorez entièrement le pays tel qu'il est aujourd'hui et la chose n'est pas surprenante, parce que vous n'y vivez plus et que vous n'avez pas été à même de rencontrer des gens bien au fait de notre situation. Vous serez peut-être surpris de m'entendre dire que je ne connais pas aujourd'hui un seul canadien qui ne soit pas patriote au moins de cœur. Les prêtres le sont tous. Ceux mêmes que vous avez connus pour les plus violents torys sont aujourd'hui complètement changés.<sup>55</sup>

Après son retour d'exil, Papineau a voulu reprendre son rôle de leader national. Mais l'échec de la rébellion avait contribué à dégager le nationalisme canadien-français de ses attaches radicales et libérales. Certes une forme de libéralisme persistera dans la pensée nationaliste; mais elle sera inoffensive. Elle servira plutôt à masquer l'inadaptation des institutions. De même le mouvement de l'*Institut canadien* reproduira dans ses grandes lignes la pensée pré-révolutionnaire; mais il ne rejoignait qu'un groupe fort restreint. En réalité, les classes moyennes canadiennes-françaises avaient échoué dans leur tentative pour faire du Bas-Canada un État national doté d'une structure laïque et démocratique. C'est pourquoi nous assistons, après 1837, à un renforcement des cadres

<sup>54</sup> Boutillier à Duvernay (17 juin 1838), CA, (1909), III, 167.

<sup>55</sup> Lettre à Duvernay (9 mai 1841), APQ, Coll. Duvernay, 489.

cléricaux et des tendances agraires. La bourgeoisie canadienne s'en accommodera d'autant mieux que l'introduction du gouvernement responsable lui permettait d'accéder aux postes administratifs et qu'après 1850, la conjoncture économique était plus favorable aux professions libérales. Dans ces conditions, il devenait évident que le rôle de Papineau comme chef national des Canadiens français était terminé. Pour continuer à vivre dans la mémoire populaire et dans la conscience bourgeoise, Papineau devait se retirer de la vie publique. De cette façon, il demeurait, comme disait Garneau, « l'image de notre nation ». <sup>56</sup> Mais l'image elle-même était déjà épurée de toute infidélité aux traditions ancestrales.

Pourtant l'homme n'avait rien du héros. Il avait accepté une tâche trop lourde pour ses capacités réelles. On l'a cru énergique et il était hésitant et faible. On l'a cru désintéressé parce qu'il se contentait d'une honnête aisance malgré les offres de sinécures. Néanmoins, il conservait un besoin profond de sécurité matérielle. On a vu en lui l'homme d'action parce qu'il avait réussi à faire obstacle pendant trente ans aux visées des marchands anglais. Ses discours agressifs laissaient croire qu'il était apte à réaliser l'indépendance canadienne par les armes. En réalité, il n'avait pas réussi à se libérer complètement des peurs de son enfance, de la crainte de l'Etat et du clergé. Plus que tout autre il a évoqué la puissance bienfaisante de la raison sur la conduite humaine. En fait, il était constamment aux prises avec une imagination débordante et une sensibilité excessive. A ces divers points de vue, Papineau a été l'image de cette bourgeoisie canadienne, issue du milieu paysan, qui n'avait pas réussi à s'adapter à la vie urbaine et bourgeoise. En même temps qu'il traduisait les aspirations de cette bourgeoisie vers une libération des cadres traditionnels, il a représenté son incapacité à édifier elle-même sa liberté et à se tailler une place dans un monde économique reposant sur la concurrence et sur le dynamisme personnel. L'échec de la rébellion de 1837 n'est donc pas un effet du hasard. Il est l'expression des faiblesses profondes de cette bourgeoisie qui, pour éviter de s'adapter réellement aux conditions nouvelles, a préféré transporter et conserver, dans un contexte urbain et bourgeois, les traits essentiels de la société paysanne dont elle provenait.

---

#### COMMENTAIRE

par le professeur MASON WADE

Monsieur le président,  
Mesdames, messieurs,

J'ai été enchanté d'apprendre que M. Ouellet a entrepris une étude du rôle de Louis-Joseph Papineau dans la révolution de 1837. Il nous

<sup>56</sup> F.-X. Garneau à Papineau (27 sept. 1847), APQ, P-B : lettres de diverses personnes.

faut une nouvelle biographie de Papineau, et cette étude de M. Ouellet stimule notre appétit pour les autres travaux qu'il a en préparation : *Louis-Joseph Papineau et la société de son temps*, et *Le phénomène de la peur dans la Révolution de 1837-38*. A mon sens, Papineau était un grand Canadien qui a joué un rôle majeur dans l'évolution nationale du Canada par son mélange des idées politiques de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis. Il était non seulement le premier grand nationaliste canadien-français, mais le premier grand nationaliste canadien. Je ne suis pas partisan de l'école « grand-homme » de l'histoire, mais Papineau a vraiment incarné les aspirations d'un peuple à son époque. En étudiant la carrière de Papineau on peut apprendre presque tout ce qu'il faut savoir de l'histoire du Canada depuis la guerre de 1812 jusqu'au rapport Durham. Et il est grandement temps que l'on étudie Papineau non seulement comme un grand chef politique, mais aussi du point de vue social, économique et même psychologique. M. Ouellet nous a frayé un chemin bien fructueux.

Mais je ne suis pas aussi certain que M. Ouellet que « Papineau a voulu édifier dans le Bas-Canada un Etat canadien-français ». Pendant la plus grande partie de sa vie politique, son collègue le plus intime était l'Ecossais John Neilson, un « Whig » de vieille souche, et après la rupture entre les deux, c'était l'Irlandais Edmund Bailey O'Callaghan qui était son disciple favori. Evidemment, ni Neilson ni O'Callaghan n'ont voulu édifier un Etat exclusivement canadien-français. Neilson demandait les « rights of a true-born Englishman » sous le régime parlementaire britannique; il s'est opposé à un colonialisme réactionnaire. O'Callaghan, comme Papineau lui-même, était un converti de dernière heure au républicanisme à la mode américaine, quand tous les deux ont désespéré de guérir les abus du régime colonial. Si le but de Papineau était un Etat canadien-français, ses partisans ne comprendraient pas les « libéraux anglais, les Irlandais, des cultivateurs d'origine américaine établis dans les Cantons de l'Est, ainsi que la plupart des professionnels canadiens-français ». Aujourd'hui, nous voyons plus juste que Lord Durham, qui a postulé une lutte non pas de principes, mais des races. La lutte des races a suivi la lutte des principes, et Papineau, qui admirait un Anglais comme Brougham, autant qu'il a détesté un Anglais comme Gosford, a abdiqué comme chef du mouvement patriote avant que la lutte des races n'ait éclaté.

J'ai aussi des doutes sur l'explication de M. Ouellet du rôle de Papineau dans la Révolution. Comme bien des réformateurs avant et depuis, il a été laissé en arrière par un mouvement qu'il avait grandement contribué à faire naître. Je crois qu'il était tout à fait sincère quand il a écrit : « Nous ne conspirons pas pour renverser le gouvernement par la force, nous voulions le guérir par la diète et par le régime. » A l'assemblée des Six Comtés en octobre 1837, il s'est opposé à la prise des armes, et il a prêché la résistance constitutionnelle par le boycottage des produits

britanniques. Et quand ses partisans ont eu recours aux armes, il s'est désisté. Papineau était homme de politique, pas homme de guerre, et c'est bien possible qu'il a sous-estimé l'effet de ses paroles sur un peuple beaucoup plus simple que lui-même. Je ne peux pas accepter non plus l'idée d'une recherche systématique chez Papineau de l'échec, un désir conscient ou inconscient de se faire martyr. Il était trop fier pour se faire martyr.

En dépit de l'interprétation plausible de M. Ouellet, je trouve la véritable explication de Papineau dans l'observation de Sir Wilfrid Laurier : « Having known M. Papineau, I understand M. Bourassa better; having known M. Bourassa, I understand M. Papineau better. » Grand-père et petit-fils, tous les deux ont le patriotisme, le désintéressement, la force, l'énergie et le courage. Tous les deux ont été vus comme les régénérateurs de la nation, les emblèmes vivants de la réforme, comme les seuls hommes capables d'assumer l'émancipation des Canadiens français. Ni l'un ni l'autre n'était « un faible et un inquiet », quoique les deux aient eu des faiblesses bien semblables. Une arrogance intellectuelle gâtait leur supériorité incontestable; maîtres de la parole, ils n'ont pas compris que les paroles ont des conséquences imprévisibles. Ainsi tous les deux manquaient à leurs propres mythes et ont déçu leurs contemporains qui les ont exaltés. Mais tous les deux restent, malgré tout, de grands hommes, sinon des héros, des sujets bien dignes d'étude. Et grâce au travail de M. Ouellet, nous connaissons Papineau beaucoup mieux qu'auparavant. Je suis sûr que M. Ouellet est d'accord avec moi qu'on ne règle pas la question Papineau dans quelques minutes, dans une heure ou dans un jour.